

Le Monde **La France au cœur de la surveillance des câbles sous-marins de communication**

LE MONDE | 29.11.2013 à 13h12 • Mis à jour le 02.12.2013 à 07h26 | Par [Martin Untersinger](#) et Maxime Vaudano



Avec la Méditerranée au sud et l'Atlantique à l'ouest, la France est l'une des plaques tournantes des communications mondiales. La raison ? Les centaines de milliers de kilomètres de câbles sous-marins qui, déposés au fond des mers et des océans, convoient à très grande vitesse le trafic Internet et téléphonique du monde entier.

Depuis les années 1990, 99 % des télécommunications intercontinentales transitent en effet par ces câbles plutôt que dans les airs, selon la société d'études Telegeography. Pour envoyer un courriel d'Algérie aux Etats-Unis ou se connecter depuis l'Espagne à un site russe, il y a fort à parier que les données passeront à un moment ou à un autre par le territoire français. Cette situation est une aubaine pour les services de renseignement français, la DGSE.

Sur les quelque 250 câbles sous-marins qui sillonnent le globe, une vingtaine atterrit sur les côtes françaises et relie notre pays – et l'Europe – au reste du réseau mondial. Certains câbles sont particulièrement stratégiques, comme l'ACE. Codétenu par France Télécom-Orange et ses filiales avec 12 autres entreprises ou gouvernements, il achève à Penmarch (Finistère) un trajet de plus de 17 000 km dans l'Atlantique, « branchant » au passage une dizaine de pays de l'Afrique occidentale.

C'est également dans cette commune bretonne qu'arrive le câble SEA-ME-WE 3, qui relie l'Asie et l'Océanie à l'Europe en passant par le Moyen-Orient. Son petit frère, le SEA-ME-WE 4, accomplit un trajet similaire, jusqu'à Marseille, où il est relié au réseau d'Orange. Le long des trajets de ces câbles, des zones d'intérêts pour les services comme le Mali, la Côte d'Ivoire, le Pakistan, la péninsule Arabique ou l'Egypte.

En effet, il est techniquement possible, au moyen de technologies complexes vendues par une poignée d'entreprises dans le monde, d'intercepter le déluge de données qui transitent par ces câbles. Plusieurs sociétés françaises, comme Amesys ou Qosmos, figurent parmi les leaders mondiaux dans le domaine des interceptions de grandes quantités de communications.

Pour les agences de renseignement, ce type d'écoutes permet de collecter a minima de très importantes quantités de métadonnées, c'est-à-dire non pas le contenu d'une conversation, mais, par exemple, sa date, son lieu, et ses participants. A priori anodines, elles sont en fait très révélatrices des habitudes et des relations d'un internaute. C'est ce type de données que la DGSE fournit à l'Agence nationale de sécurité (NSA) américaine.

« C'EST NOTRE SPÉCIALITÉ »

Sur le front des câbles sous-marins, la France dispose d'un autre atout : Alcatel Submarine Networks (ASN), filiale d'Alcatel, une des rares entreprises dans le monde à pouvoir poser ces tuyaux de quelques centimètres de diamètre seulement. Ce savoir-faire a été qualifié en janvier de « *stratégique* » par la ministre de l'économie numérique, Fleur Pellerin. Des propos qualifiés de « *grave maladresse* » par une source haut placée au sein du ministère de la défense, car ils reconnaissaient publiquement que les câbles sous-marins et les stations d'atterrissage étaient des « nids d'espionnage ». Benjamin Bayart, spécialiste des télécommunications et porte-parole du fournisseur d'accès à Internet associatif FDN, confirme : « *En France, on joue beaucoup avec les câbles sous-marins pour l'interception, car c'est notre spécialité.* »

La place privilégiée de la France dans les télécommunications mondiales est à double tranchant : si elle lui donne des moyens d'interception considérables, elle la rend également vulnérable à la surveillance lorsque les communications de Français transitent vers d'autres pays.

Dans un document fourni par Edward Snowden au quotidien néerlandais *NRC Handelsblad*, la NSA place ainsi Marseille, lieu de départ et d'arrivée de six câbles sous-marins, parmi ses 20 principaux points d'interception – sans préciser s'il s'agit d'un point d'accès « clandestin » ou du fruit d'une coopération avec les services français.

En raison de l'investissement gigantesque qu'ils demandent, les câbles sont généralement construits et gérés par des consortiums internationaux regroupant de nombreux opérateurs, issus de différents pays. Une mutualisation qui a notamment permis aux services de renseignement britanniques de surveiller le câble TAT-14, qui relie les Etats-Unis à l'Allemagne en passant par la Haute-Normandie, selon des documents révélés en juin par la *Süddeutsche Zeitung*.

L'espionnage par les Britanniques de trois autres câbles, partiellement possédés par Orange, est également avéré. Ces filins, qui passent à la fois par la Grande-Bretagne et la France, charrient quotidiennement les données de citoyens français.

-  [Martin Untersinger](#)
Journaliste au Monde